



PROPOSITIONS D'AMENDEMENT AUX ACTES DE L'UPAP

Le 18 Juin 2025

SOMMAIRE

I

OBJECTIFS DES PROPOSITIONS D'AMENDEMENT

II

PROPOSITIONS D'AMENDEMENT AUX ACTES DE L'UPAP

III

DECISION ATTENDUE

OBJECTIFS DES PROPOSITIONS D'AMENDEMENT

Harmoniser les dispositions de la Convention de l'UPAP et celles du Règlement d'exécution de la Convention

Renforcer la promotion du genre au sein de l'Union dans la version française des Actes de l'Union

Introduire les meilleures pratiques internationales en matière de vote en l'occurrence le vote par acclamation

Assurer le pourvoi effectif des sièges et/ou postes au sein des organes tout en améliorant la capacité financière de l'Union à travers des propositions visant à réaménager les conditions de perte du droit d'occupation des postes au sein des organes de l'Union.

PROPOSITIONS D'AMENDEMENT A LA CONVENTION DE L'UPAP



PROMOTION DU GENRE



Dans la version française des Actes de l'Union, Les termes « Secrétaire général » et « Secrétaire général adjoint » ont été utilisés au masculin dans toutes les dispositions qui y font référence. Il convient alors de prendre en compte le genre féminin dans le but de promouvoir le genre



ARTICLE PREMIER de la Convention de l'UPAP

« **Secrétaire général** » désigne à la fois le **secrétaire général** ou la **secrétaire générale** ;

« **Secrétaire général adjoint** » désigne à la fois le **secrétaire général adjoint** ou la **secrétaire générale adjointe**

PROPOSITIONS D'AMENDEMENT A LA CONVENTION DE L'UPAP



ARTICLE 20-3 :

DROITS DES MEMBRES

Tout Etat membre ayant des arriérés de contributions de deux années consécutives envers l'Union perd le droit



Le terme « **consécutif** » implique que les Etats membres jouissent des droits qui leur sont reconnus par l'Union tant qu'ils n'accumulent pas des arriérés de contributions de façon consécutive



ARTICLE 20-3 :

DROITS DES MEMBRES

Tout Etat membre ayant des arriérés de contributions de deux années **consécutives** envers l'Union perd le droit :

PROPOSITIONS D'AMENDEMENT A LA CONVENTION DE L'UPAP



ARTICLE 20-3, b) :

DROITS DES MEMBRES

Tout Etat membre ayant des arriérés de contributions de deux années **consécutives** envers l'Union perd le droit :

(b) d'occuper des postes au sein de l'Union ;



L'occupation des postes s'entend des postes électifs (Secrétaire général et Secrétaire général adjoint), des postes au Secrétariat général, des sièges au Conseil d'administration, des sièges du bureau de la Conférence des plénipotentiaires et des sièges du bureau des commissions administratives et techniques.

l'article 12-1 du Règlement d'exécution de la Convention exige des Etats membres desquels sont ressortissants les candidats aux postes de Secrétaire général et Secrétaire général adjoint d'être à jour de leurs contributions obligatoires y compris celles de l'exercice en cours

-l'article 9-1, f) du Règlement du personnel de l'UPAP prescrit que les Etats membres desquels sont ressortissants les candidats à un poste au Secrétariat général ne doivent pas accumuler **plus d'un an** de retard de paiement des contributions obligatoires.



ARTICLE 20-3, b) : DROITS DES MEMBRES

1. Tous les Etats membres jouissent des mêmes droits ;
2. Chaque Etat membre dispose d'une voix dans les réunions de l'Union ;
3. Tout Etat membre ayant des arriérés de contributions **d'au moins** deux années **consécutives** envers l'Union perd **automatiquement** le droit :

a) de vote ;

b) d'occuper des postes au sein de l'Union ;

(b) de bénéficier de l'assistance technique de l'Union ;

(d) d'abriter les réunions des organes de l'Union.

4. Tout Etat membre ayant des arriérés de contributions d'au moins une année envers l'Union perd automatiquement le droit d'occuper des postes au sein des organes de l'Union, à l'exception du Secrétariat général.

5. Les sanctions automatiques sont levées d'office et avec effet immédiat dès que le Pays-membre concerné s'est acquitté entièrement de ses arriérés de contributions obligatoires dues à l'Union, en capital et intérêts, ou qu'il convient avec l'Union de se soumettre à un plan d'amortissement de ses comptes arriéré assorti d'un premier versement au moment de la signature dudit plan.

6. Associate Members shall not have the right to vote and hold any positions within the Union.

ARTICLE 9 DU REGLEMENT DU PERSONNEL : CONDITIONS

1. Nul ne peut être **élu ou recruté** et nommé à un poste au Secrétariat général de l'Union :

f) Si l'Etat membre dont le candidat est ressortissant est en retard de plus d'un an de paiement de contributions ;

f) Si l'Etat membre dont le candidat est ressortissant n'est pas à jour de ses contributions obligatoires y compris de l'exercice financier en cours.



ARTICLE 13:

Procédure pour les élections du Secrétaire général et du Secrétaire général adjoint



Le vote par acclamation n'est pas expressément prévu dans les Actes de l'Union. Or, il est de plus en plus utilisé dans les organisations internationales. Il convient alors de le prévoir expressément dans les Actes de l'UPAP.



ARTICLE 13 : Procédure pour les élections du Secrétaire général et du Secrétaire général adjoint

1. Lorsqu'il y a une seule candidature aux postes de Secrétaire général ou de Secrétaire général adjoint, il est procédé à un vote par acclamation ;

2. Lorsqu'il y a au moins deux (02) candidats aux postes de Secrétaire général ou de Secrétaire général adjoint:

2.1.

2.2.

2.3.



ARTICLE 20 :

DROITS ET OBLIGATIONS DES MEMBRES ASSOCIES

1. Les membres associés ont le droit et l'obligation de :
 - a) prendre part au cadre de dialogue entre les acteurs du secteur postal ;
 - b) participer aux études relatives au développement du secteur postal ;
 - c) prodiguer des conseils à l'Union sur des problématiques pointues/techniques et formuler des recommandations/avis sur des questions soumises par le Conseil d'administration ;
 - d) formuler des recommandations à la Conférence, sous réserve de l'approbation du Conseil d'administration
 - e) mener toute autre activité confiée par le Conseil d'administration ;
 - f) lever des financements au profit de l'Union ;
 - g) participer aux activités de l'Union



Cet article fixe sans distinction les droits et obligations des membres associés. Aussi, les obligations contenues dans cet article ne sont pas exhaustives. Ainsi, il convient de prévoir expressément les obligations manquantes et de séparer les droits des devoirs dans des articles spécifiques à l'instar des dispositions des articles 19 et 20 de la Convention



ARTICLE 20 :

DROITS ET OBLIGATIONS DES MEMBRES ASSOCIES

1. Les membres associés ont le droit de :

- a) prendre part au cadre de dialogue entre les acteurs du secteur postal ;
- b) participer aux études relatives au développement du secteur postal ;
- c) prodiguer des conseils à l'Union sur des problématiques pointues/techniques et formuler des recommandations/avis sur des questions soumises par le Conseil d'administration ;
- d) formuler des recommandations à la Conférence, sous réserve de l'approbation du Conseil d'administration ;
- e) lever des financements au profit de l'Union ;
- f) participer aux activités de l'Union.

2.(Nouveau) Les membres associés ont l'obligation de :

- a) mener toute autre activité confiée par le Conseil d'administration ;
- b) **Payer les contributions obligatoires ;**
- c) **Respecter les dispositions de la Convention et du Règlement d'exécution de la Convention**

DECISION ATTENDUE

La Commission Politique et Régulation est invitée à :

- Examiner le présent document de travail;
- Formuler toutes observations pertinentes;
- Recommander, par l'intermédiaire du Conseil d'administration, que le projet de décision contenant les amendements aux Actes de l'UPAP soit transmis à la Conférence de plénipotentiaires pour examen



Merci pour votre aimable attention!

